



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

---

## LAIT INFANTILE

### TOUJOURS LES MÊMES CAUSES

Une fois de plus, l'industrie alimentaire est montrée du doigt, cette fois, il s'agit de lait infantile. Plusieurs grands groupes sont dans la ligne de mire. L'association de consommateurs Foodwatch et huit familles ont déposé plainte contre X, notamment pour mise en danger et tromperie aggravée. Pour eux, les « industriels ne pouvaient ignorer les obligations de sécurité sanitaire qui leur incombent ». Les salariés ne sont en rien responsables de cette situation, pourtant, une fois de plus, ils sont stressés, inquiets, désolés et en colère des conséquences dramatiques que pourraient avoir ces nouveaux manquements. Nos syndicats portent continuellement l'exigence de la qualité des produits et la reconnaissance de la conscience professionnelle des travailleurs.

Ce nouveau scandale sanitaire pose plusieurs questions.

En premier lieu, il nous faut pointer les manquements des gouvernements successifs. La casse des services publics les a conduits à se dédouaner de missions essentielles pour une alimentation saine et de qualité. Confier aux entreprises elles-mêmes la responsabilité des contrôles qualité, l'obligation de lancer une procédure de retrait-rappel et informer immédiatement les services de l'État en cas de suspicion de contamination est une hérésie. Un article paru dans Usine nouvelle en mai 2022, confirme notre analyse en précisant qu'un rapport de la Cour des comptes de 2019 a noté que cette obligation légale n'était pas respectée. Le capitalisme et sa logique de rentabilité financière, sa course permanente aux profits ne sont pas compatibles avec ce processus, les industriels étant de fait, juge et partie.

En second lieu, notre fédération a dénoncé à de nombreuses reprises l'auto-contrôle pratiqué par les entreprises. Y faire confiance signifie ne rien comprendre, ni n'avoir rien appris de la gestion capitaliste des entreprises. Il s'agit d'un leurre manifeste. Nous en avons la preuve chaque jour.

En troisième lieu, la chasse aux temps morts, le management agressif et répressif dans les entreprises, qui visent en permanence à accroître la productivité et la rentabilité, engendrent des organisations du travail mortifères, sacrifiant la qualité. La suppression des hygiénistes s'inscrit dans ces objectifs. La périodicité et le temps de nettoyage sont réduits à leur plus simple expression, multipliant les risques de contamination des produits. Dernier exemple en date, un grand groupe a décidé en vue de nouvelles économies financières il y a quelques mois d'effectuer le nettoyage des équipements industriels laitiers exclusivement via des « soufflettes ». Résultat, les salariés s'interrogent à la vue d'accumulation de traces et dépôts sur les machines !

Les rappels massifs de produits infantiles dans plus d'une centaine de pays selon la presse, favorisent l'appétit féroce d'industriels. L'un d'entre eux utilisant plusieurs huiles dont certaines ne seraient pas contaminées aurait trouvé une solution miracle pour pallier les risques de rupture de stock. Cependant, sachant que ses usines « tournent » 24h sur 24, il implore les organisations syndicales de trouver une organisation qui lui permette de fabriquer des milliers de tonnes de lait supplémentaires au plus vite. Les salariés risquent de subir des organisations et conditions de travail encore plus pénibles.

La Cgt est en alerte mais subit de plein fouet le recul des droits des syndicats et des instances représentatives du personnel par les ordonnances Macron-Pénicaud qui ont cassé les quelques contre-pouvoirs des salariés, notamment avec la suppression des Chsct et des délégués du personnel. L'enjeu de la qualité des produits est central pour la santé publique. La collusion de classe entre patronat et pouvoirs publics pose avec force la question de la sortie de l'alimentation des griffes des intérêts privés et d'en redonner la maîtrise aux salariés et à la nation.

Montreuil, le 2 février 2026.